

# MARCHES DE MATIERES PREMIERES ET DERIVES



# Thèmes abordés



# \* REPERES HISTORIQUES

- +Les négociations SALT
- +Les négociations IGC
- +Les chocs pétroliers et autres

### +LES NOTIONS DE NIVEAUX DE PRIX

- Les conséquences des politiques tarifaires
- \*Les composantes de la notion de concurrence
- → LES NEGOCIATIONS URUGUAY ET WTO DOHA



# REPERTS HISTORIQUES







SEPTEMBRE / DECEMBRE 2010

# LES NEGOCIATIONS SALT



#### LES STRATEGIC ARMS LIMITATION TALKS

- + C'est le nom donné à des négociation entamées en 1969 entre l'URSS et les ETATS UNIS afin de limiter la course aux armements.
- + Elles débouchent sur deux traités de désarmement SALT 1 EN 1972 et SALT 2 en 1979.

#### LES TRAITES SALT 1

- Signés par BREJNEV et NIXON le 26 mai 1972 à MOSCOU, ils prévoient:
  - La limitation pour cinq ans de la fabrication de missiles stratégique (ICNM) et de l'installation de rampes de lancement
  - ◆ La limitation des missiles anti-missiles (ABM).

#### LES TRAITES SALT 2

- 🕂 Signé par BREJNEV et CARTER le 18 juin 1979 à VIENNE ils portent:
  - Sur la limitation des bombardiers et des lance missiles avec la destruction des excédents
  - L'invasion de l'AFGHANISTAN a stoppé son entrée en vigueur

#### LES DISPOSITIONS ANNEXES

+ Elles découlent de ces contacts et conduisent notamment un accord bilatéral de cinq ans sur la vente de 6 millions de T de grains moitié blé moitié maïs avec 2 millions t en option utilisable à partir d'octobre 1976. Ces contrats sont faits sous couverture CCC

5

# L'EWBAIRGO CARTER SUR LES TELECOM & MANANGEMENT S.P. TELECOM & MANANGEMENT S.P.

### L'INTERVENTION SOVIETIQUE

- Déclenchée en décembre 1979, en plein deuxième choc pétrolier elle doit mettre un terme à l'opposition au pouvoir de BARAK KAMAL en place depuis 1978.
- L'EMBARGO ALIMENTAIRE FAIT PENDANT A L'EMBARGO PETROLIER
- Le 4 janvier 1980 le président CARTER décrète un embargo sur les livraisons de grains dont les livraisons prévues se montent à 17 millions T pour 1979/80 contre 14.6 & 15.3 millions précédemment.
  - \*Le but initial renchérir les coûts d'importation et entraîner des pénurie en particulier via l'alimentation animale :

# L'EMBARGO CARTER SUR LES TELECOM & MANANGEMENT S.P. TELECOM & MANANGEMENT S.P.



- 👉 Les autres aliments du bétail :
  - +Sorgho, soja grains et tourteaux ,
- + La viande et ses sous produits (suif, déchets) et les produits laitiers
- Livraisons d'engrais et des composants sont suspendus

#### L'EMBARGO EST IMPARFAIT

- 7 millions de t des précédents accords non livrés sont autorisés;
- Le 20 juin 1980 les livraisons par des filiales de groupes US sur des marchandises non US sont autorisées
- L'administration US ne fait pas jouer ses moyens de pression pour rendre difficile les contrats passés par l'URSS à d'autres producteurs.

# TELECOM & MANANGEMENT S.P. TELECOM & MANANGEMENT S.P. PROPERSON OF PUBLIC PROPERTY OF THE PUBLIC PUBLIC PROPERTY OF THE PUBLIC PU

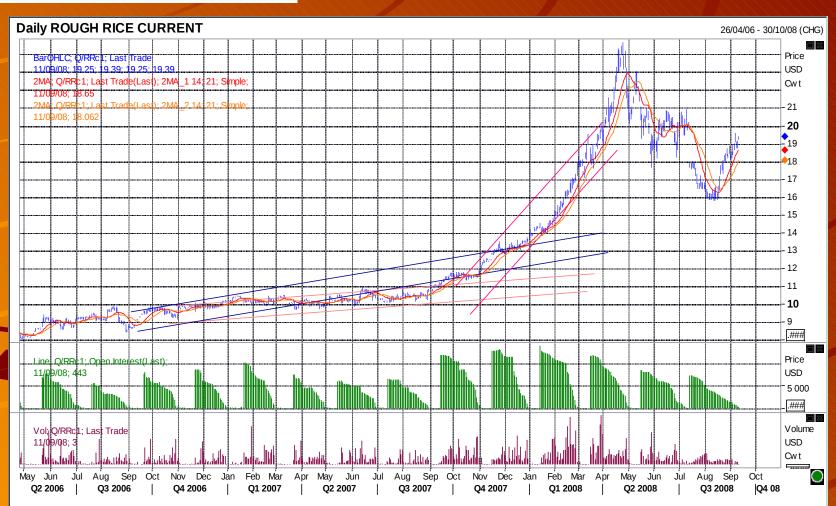






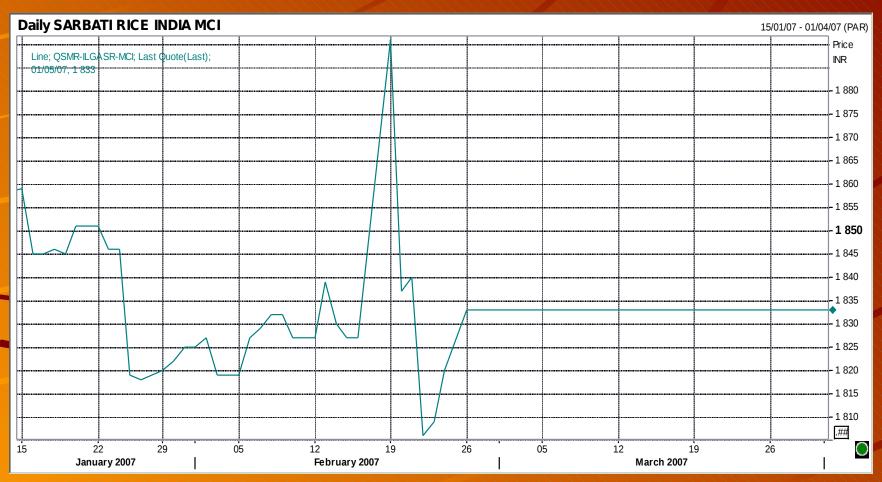






TELECOM & MANANGEMENT S.P.







#### LA GESTION DU PRIX INTERIEUR

- Pour nourrir ses habitants l'INDE pratique une politique très restrictive des prix pour certains produits alimentaires (huile, riz , blé). Dans ce cadre le gouvernement achète aux producteurs 25 millions de T de riz annuellement. Cependant le pays est aussi devenu un gros exportateur de riz avec 5 millions t dont 1 millions de Basmati
- + En raison de la hausse brutale des prix en février, du à la hausse des exportations, et à la contagion du riz US, la cotation à terme de ces denrées est suspendue le 19 février 2007;
- Le 11 octobre 2007 les exportations de riz non Basmati sont suspendues puis la mesure levée jusqu'en avril 2008 ou la mesure est confirmée entraînant une baisse de 25% des prix intérieurs de 2100 INR à 1500

#### LES REPERCUTIONS SUR LES ACHETEURS

- Le BENGLADESH, principal acheteur affecté par le cyclone SIDR (perte de 1,5 million T de riz a porté ses importation 2,4 à 2,9 millions de T, est obligé de se porter sur d'autres origines ou sur la contrebande.
- + Les marchés régionaux sont déstabilisés



#### LA FAUSSE PENURIE S'ETEND

- + Le VIET NAM devant la hausse des prix de 3700 à 3800 VDN à 4000 les chargement sont retardés
- †L'adjudication PHILIPINNE de 500000 T pèse sur les prix alors que les enregistrements des contrat export sont suspendus malgré la proximité de la récolte en raison de l'obtention de deux adjudications Philippines de Décembre.
- + La Chine affectée par une tempête de neige en janvier
- + La Birmanie (Myanmar)dévastée par le cyclone Nargis n'est pas en mesure de tenir ses contrats exports
- LA SITUATION TENDUE GENEREE PAR L'INDE ET LE VIET NAM FAVORISE LES EXPORTATIONS US
- the niveau exceptionnel des exportations US 2.94 à 3.58 millions t réduit les stocks disponibles et fait flamber les cours alors que l'équilibre global s'est nettement amélioré.



#### LA PENURIE SE TRANSFORME EN EXCEDENTS

- + L'INDE est le dernier pays à lever les restriction à l'exportation en septembre 2008 en autorisant u1 millions T de licences, la levée définitive n'est attendue qu'après la nouvelle récolte en raison des élections.
- → La Thaiïlande qui a fait l'essentiel de l'effort pendant la période ce crise prévoit une baisse des ses ventes export de 10 à 8,5 millions de T et une baisse des prix
- + Avec la progression de cours la production de riz export en Inde a progressé de 50%

#### LA CRISE ALIMENTAIRE EST PASSEE

Le retour à la normale va prendre du temps alors que les craintes de pénuries persisitent et entraînent des réflexes de stockage et de soutien des cours pour favoriser la production.





# L'INTERNATIONAL GRAIN ENT S.P. COUNCIL





- + Le premier ACCORD destiné à faire face la surproduction chronique de l'époque date de 1934. trop complexe il n'a été mis en place mais à permis la création d'un organisme de négociation qui devient en 1942 le CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE
- + En 1949 un nouvel accord entre en vigueur dans un contexte de pénurie de l'après guerre. Il est basé sur des fourchettes contraignantes de prix et des engagements réciproques d'achats ventes. Des accords similaire furent trouvés en 1953, 1956, 1959, 1962.
- Le retour des excédents entraîne la recherche de nouveaux débouché et conduit à la notion d'aide alimentaire. En 1967 la première convention (CAA) est signée dans le cadre du GATT mais à nouveau dans un contexte de pénurie en raison de moussons déficitaires en INDE pour 47 millions T
- Le retour des excédents mettent à mal les accord de la CCB qui se résumèrent a des réductions de surfaces chez les principaux exportateurs.

# L'INTERNATIONAL GRAIN

### COUNCIL

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### LES TENTATIVES DE GESTION GLOBALE DU COMMERCE DES GRAINS

- L'accroissement de besoins de l'URSS et la flambée des cours conduit à des crainte des pays en développement et la conférence 1974 dans le cadre des NATIONS UNIES conduit à porte la fourniture annuelle à 10 millions T
- + Le problème de stocks stratégique abordé en 1974 n'a pas trouvé de solution.
- + La CAA de 1980 porte les engagements de fourniture à 7,5 millions T et intègre le riz
- † La convention de 1995 amène la prise en compte des céréales secondaires est adoptée par l'OMC à SINGAPOUR
- Enfin la convention de 1999 voit l'achèvement du processus de renégociation et élargit les produits concernés (huile, sucre poudre de lait semence produit alimentaires traditionnels)
  - + En 2004 un renégociaition est entreprise mais reportée à la conclusion du cycle de DOHA.



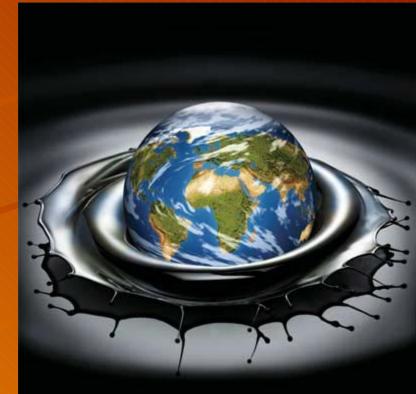




TELECOM & MANANGEMENT SP







SEPTEMBRE / DECEMBRE 2010

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### L'ORGANISATION DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE

- \*Crée par la conférence de BAGDAD les 10 /14 septembre en 1960 a l'initiative du Vénézuélien JUAN PEREZ ALFONSO dans le but de limiter la consommation d'énergie au niveau mondial et pour protester contre la pression sur les prix exercés par les MAJORS. Les pays fondateur sont l'IRAN, l'IRAK, le KOWAIT, l'ARABIE SAOUDITE et le VENEZUELA
- Le 16 octobre 1973 l'organisation décide d'interrompre ses fournitures de pétrole aux pays soutenant ISRAEL dans la Guerre des Six jours principalement les ETATS UNIS et les PAYS BAS. La réduction de production a été en fait de 30% maximum
- Le 17 mars 1974 les pays Arabes annoncent, à l'exception de la Libye la find de l'embargo

#### L'UTILISATION DE L'ARME PETROLIERE

- Le 23 Août 1973 le Roi FAISAL d'ARABIE et le Président Égyptien SADAT conviennent d'utiliser l'arme PETROLE dans la guerre du YOM KIPPUR
- + Le 15 septembre l'OPEP forme un front uni demandant une hausse de prix et l'arrêt du soutien à ISRAEL

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### L'UTILISATION DE L'ARME PETROLIERE

- + Le 8 octobre les négociations de révision de prix échouent
- Successivement les 16 et 17 octobre l'OPEP augmente unilatéralement les prix de 17% à 3,65 USD/bbl et l'embargo
- La production est réduite de 25% le 5 novembre portée à 30% le 9 décembre
- + Le 17 mars 1974 fin de l'embargo

#### LES CONSEQUENCES IMMEDIATES DE L'EMBARGO

- 🕆 quadruplement des prix à 12USD/bbl
- Transfert massif de ressources utilisées en aide mais surtout en achat d'armes – instabilité politique, inflation, récession
- Nationalisation des compagnies de production
- Chute des bourses (97 milliard pour le NYSE)
- + Rationnement de la consommation aux USA malgré la faible incidence de l'impact 7%

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



Washington a considéré la saisie militaire des champs pétrolifères arabes en 1973

Par Bill Vann (6 janvier 2004)

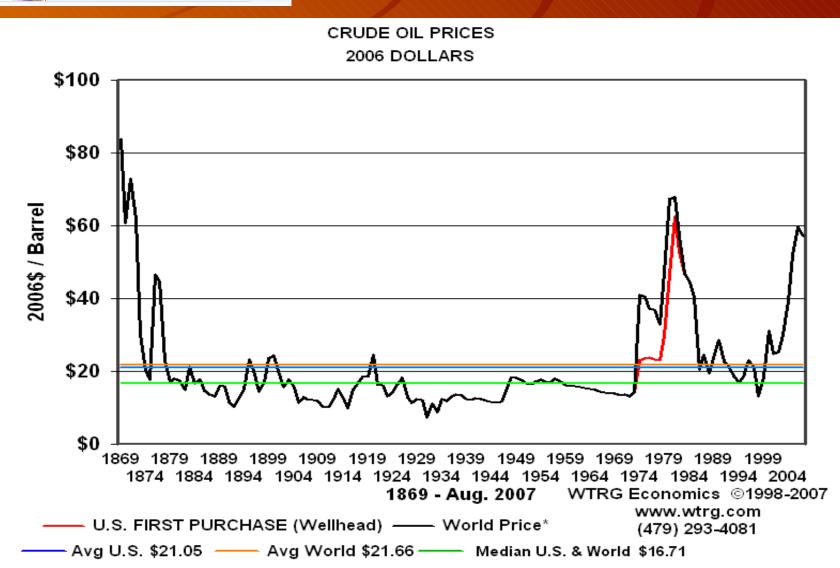
Le gouvernement américain avait mis sur pied des plans pour saisir militairement les champs pétrolifères de l'Arabie saoudite ainsi que d'autres États du Golfe Persique en 1973, selon des documents ultra-secrets du gouvernement britannique devenus publics le premier janvier 2004.

Des documents révèlent aussi que pendant la même période, le gouvernement de Richard Nixon a placé toutes les forces armées américaines au plus haut niveau d'état d'alerte en ne donnant que très peu de justifications et en n'avertissant pas les alliés des États-Unis.

UN EXEMPLE DES ENJEUX
POLITIQUES GENERES PAR
LES MATIERES PREMIERES

TELECOM & MANANGEMENT S.P.





TELECOM & MANANGEMENT SP



# 1979 IRAN LES OTAGES



# 1979 TRAN LES OTAGES



#### LA REVOLUTION ISALAMIQUE L'EMBARGO A REVERS

- + Le 8 septembre 1978 marque les premier troubles de la révolution iranienne qui verra le 4 novembre la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran.
- + Le 12 novembre le président Carter décrète diverses mesures de cœrcition dont un embargo sur les achats de pétrole iranien
- + Sur les 66 otages 52 resteront prisonniers 444 jours

#### L'EXTENSION DU MOUVEMENT ET LA GUERRE IRAN IRAK

- L'AYATOLLAH KHOMEYNI veut étendre son modèle sur tout l'orient et incite les Irakiens à renverser le régime en place
- \*\*SADDAM HUSSEIN qui a entamé une politique de modernisation de l'IRAK attaque le 22 septembre 1980 sur un ancien conflit de frontière
- + Le prix du baril atteint 39 USD en raison de l'arrêt des exportations Iraniennes
- Ceci conduit une complète modification des circuits de commercialisation du pétrole.

# 1979 TRAN LES OTAGES



#### LE BOULVERSEMENT DES ÉCHELLES DE PRIX

- + Le prix du « marker crude » l'Arabian Light passe de 12 \$ en septembre 1978 passe à 40 \$ en septembre 1980.
- + La tension sur le marché est telle que la hiérarchies des qualité est détruite avec des phénomène de primes pouvant atteindre 3\$ /bbl .
- + Les société de raffinages deviennent erratique en fonction de la régularité et fiabilité de leur sources d'approvisionnement.

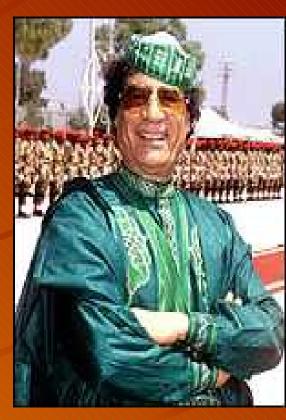
#### LE RETOUR À LA NORMALE ET LE PETROLE DE MER DU NORD

- L'exploitation du pétrole de mer du Nord a débuté en 1965, mais son développement se fait à partir de 1979.
- Il se double dans un second temps par des nouveaux forages en mer au NIGERIA, GGOLFE DU MEXIQUE et des investissements faits en ALGERIE et en LIBYE.
- + En outre la consommation mondiale qui a été réduite de plus de 13% conduit EN 1986 au contre choc pétrolier avec un prix à 6\$.

#### TELECOM & MANANGEMENT SP







# L'ENGO LIBYEN



#### L'UTILISATION DE L'ARME PETROLIERE

- † le 2 décembre 1979 des manifestant libyens saccage l'Ambassade des Etats-Unis à TRIPOLI
- † En raison du soutien du régime à divers mouvements terroristes les ETATS-UNIS décrètent un embargo le 6 mards 1982 (executive order 12538).
- † Cet embargo est confirmé par l'executive order N°12543 du 7 janvier 1986 suivi des affrontements dans le Golfe de SYRTE en mars et de l'attentat de BERLIN en avril.
- Le 15 avril 1986 le bombardement aérien de BENGHAZI et TRIPOLI fait de nombreuses victimes civiles
- **21** décembre 1988 un avion de la PAN AM explose en volau dessus de LOKERBIE en ECOSSE.
- + LE 19 septembre 1989 un vol UTA explose au dessus du NIGER
- † 1992 le 15 avril LE Conseil de Securité de l'ONU décréte un embargo international militaire et aérien

# L'EMBARGO LIBYEN



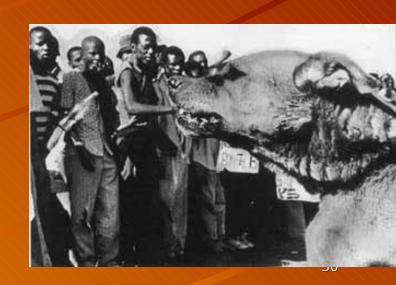
#### LES EFFETS D'UN EMBARGO PARTIEL

- L'embargo US de 1982 a eu des effets négligeable sur la LIBYE, d'autant que les principales destinations du pétrole vendu sont l'Italie;
- Par ailleurs les dispositions en matière de respect ou de soutien a l'embargo sont très diversement interprétées au niveau européen
- † Les Pays Bas se contente de contrôler l'emploi des fonds des exportations (pas d'achat d'armement)
- + L'Allemagne accepte les investissements dans le secteur pétrolier
- Seule la France en restreignant les investissements et en contrôlant les emplois de fonds des ventes de pétrole a une position qui entrave les projets de développement de la compagne pétrolière libyenne dans l'aval pétrolier.

TELECOM & MANANGEMENT SP







# L'ENBARGO SUD AFRICAIN



### L'EMBARGO SUR LES ARMES

- + La lutte contre le régime de l'APARTHEID s'est déroulé au plan international a plusieurs niveaux
- TI débute au CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES avec la résolution 181 du 7 août 1963 avec un embargo sur les armes suivi de la 392 de du 19 juin 1976 et de de la résolution 417 d'octobre 1977, puis de la 418 du 4 novembre 1977 au moment ou les troubles civil augmentent
- + La dernière résolution 591 de novembre 1986 s'étend au matériel aéronautique

# L'EMBARGO SUD AFRICAIN



### L'UTILISATION DE L'ARME PETROLIERE

- † La lutte contre le régime de l'APARTHEID s'est aussi porté au niveau économique avec divers résolutions de l'ASSEMBLEE GENERALE DES NATION UNIES et notamment la résolution 34/41 § 13 du 21 novembre 1979.
- †Or tant l'Iran les principaux pays Européens continuent d'entretenir des relations avec le pays parfois de manière détournée.
- + LES EFFETS D'UN EMBARGO PARTIEL
- En matière de négoce pétrolier notamment, le contournement de l'embargo offre aux opérateurs une rémunération supplémentaire avec des paiements assurés de SASOL.
- + Sur ce thème l'histoire du SALEM constitue une illustration particulièrement représentative de la situation qui prévalait à l'époque



# LES NOTIONS DE NIVEAUX DE PRIX







SEPTEMBRE /DECEMBRE 2010

# LES POLITIQUES TARIFAIRES

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### L'UTILISATION DES DROITS D'ENTREE

- + La diversité des situations économiques, environnementales, culturelle, juridiques, historiques, place les gouvernements devant l'alternative suivante:
  - +Faut-il protéger mon marché intérieur;
  - Ai-je les moyens d'assurer grâce à des avantages propres le développement du pays dont j'ai la charge
- Les pratiques les plus aisées et les plus rapide à mettre en œuvre sont les protections directe ou indirecte
- + Les autres solutions passent par soit des avantages patrimoniaux marqués soit par des investissements humains
- Tune des solutions simples utilisée fut par le passé l'acquisition des ressources convoitées par la force.
- LES EFFORTS MENES DEPUIS DE NOMBREUSE ANNEES SE BASENT SUR SUR LE CONCEPT DE L'OPTIMISATION DES COUTS DE MAIN D'OEUVRE
- † Il repose sur l'hypothèse de coûts énergétiques faible permettant le transport sur de longues distances à un prix modéré

# LES POLITIQUES TARIFAIRES

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



# LES CONCEPTS DE BASE DES PROTECTIONS SUR LES MATIERES PREMIERES

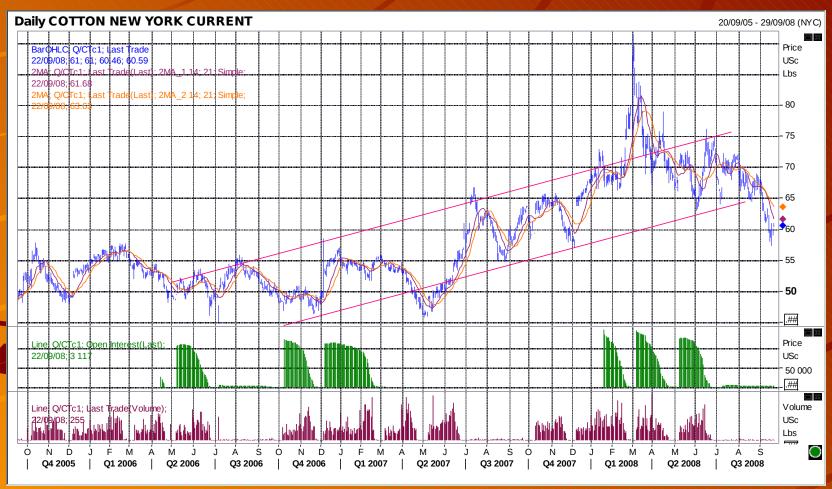
- Deux conceptions de base en matière de politiques tarifaire s'affrontent :
  - La maîtrise de la fixation des prix mondiaux;
  - †La réalisation d'un équilibres intérieur sur un espace défini
- Toute les nations ont plus ou moins de mesures directes ou indirectes de protection;
- + Certaines ont des effets nocifs mesurables sur Les autres pays.
- 👉 Certaines sont destinées à générer des zones d'influences
- 🕂 Certaines servent de ressources budgétaires ou autres.

#### LES EFFORTS D'ADAPTATIONSDE MISE EN ŒUVRE

- Ils reposent sur l'hypothèse d'une concurrence parfaite
- + Ils conduisent a la constitution d'organisations qui recherche une position oligopolistique sur leur marché.

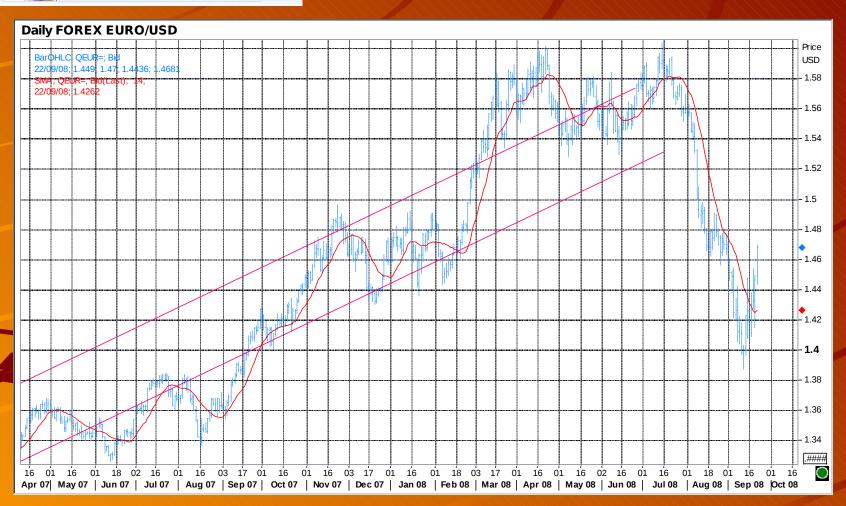
## LA MAITRISE DU MARCHE





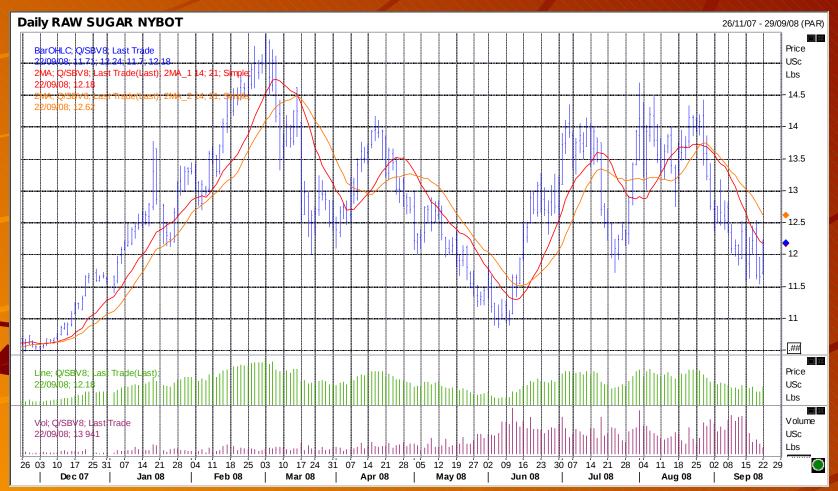
## LA MAITRISE DU MARCHE





## LA GESTION DU PRIX INTERIEUR





## LA GESTION DU PRIX INTERIEUR





## LES COMPOSANTES DE LA NOTION DE CONCURRENCE





- LES REFERENCES AU CONCEPT DE CONCURRENCE S'APPUIENT SUR DES TRANSPOSITIONS FORTEMENT SIMPLIFIES DE THEORIRIES ISSUES DES OBSERVATIONS DE DARWIN DANS UN ENVIRONNEMENT PROTEGE:
- + Les organismes dans la nature luttent pour l'accès aux ressources, s'adaptent ou disparaissent il doit en être de même pour les organisations humaines
- Dans la nature en fait les organismes sont d'une diversité absolue et répondent essentiellement à des optimum locaux
- + En outre leur taille est fortement limité par des contraintes physiques et ils ne sont pas en mesure de modifier les règles du jeux
- LA CRISE ACTUELLE EST EN FAIT UNE CRISE D'ALLOCATION DE RESSOURCES ET DE DISTORSION DE VALEUR
- Les réglementations portant sur des équilibres économiques qui ont disparu pour laisser se constituer des actifs dont l'évaluation a été laissée à la discrétion des producteurs.
- La conception de ces actifs valorisés sur base de modèles n'a pas envisagé d'options de démontage permettant d'en tester la pertinence.



- LA CONFRONTATION DES OFFRES ET DEMANDES DE PRODUITS EST FAITE SUR LA BASE DE RAPPORTS DE FORCE ET DE CONDITIONS DE VALORISATION TOTALEMENT CARTELISEES:
- Les normes sont sous le contrôle de trois de deux organismes de comptables US GAAP, IASB, représentative de d'une approche similaire en matière d'évaluation.
- Trois organismes US contrôle les évaluation de risque selon une démarche identique.
- Trois agence de notations sans responsabilité directe trustent les évaluations
- + Les marchés de cotation des matières premières sont au nombres de trois tous sous contrôle US
- LE SEUL POINT POSITIF EST QUE LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES A UN EFFET MOTEUR SUR LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE TANT QU'ELLE N'EST PAS CARTELISEE :
- Les réglementations qui portent sur des analyses complexes (cf rapport CEE sur la constitution d'ARCELOR) dont la pertinence à moyen terme est difficile à établir.
- + Le seul point de contrôle possible et raisonnablement fiable serait de faire des mesures indirectes liant l'offre à des rapports de poids sur la mesure du pouvois d'achat tant individuel qu'industriel.



- LA NOTION DE CONCURRENCE PRIVILEGIE ACTUELLEMENT LA RÉDUCTION DES COMPOSANTE DE COÛTS AUX DÉPENS DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT:
- + La hausse des prix des matières premières est fortement liée à des problème de concentration de l'offre
- + Les investissement en recherche physique sont délaissé au profit de fusion d'entreprises gigantesques (BHP6 RIO TINTO, ARCELOR MITTAL, VALE XTRATA ou XTRATA LOMIN etc...)
- LE RETOUR DES ETATS SUR LA SCENE ECONOMIQUE EST IL UN FACTEUR DE DESEQUILIBRE DANS LES RAPPORTS DE FORCE ?
- † Pourtant les horizons de fourniture impliquent des durées et des incertitudes qui dépassent les horizons financiers normaux.
- Les règles de valorisation court terme des entreprises privée, s'opposent aux horizons longs des investissements et à l'évolution technologique.



DANS LE DOMAINE DES MATIÈRES PREMIÈRES ON POURRAIT CONSIDERER DANS UN OPTIQUE D'OPTIMISATION MONDIALE QUE LE PRIX MONDIAL EST EQUIVALENT AU COÜT MARGINAL:

- Mais comment valoriser les savoir faire et les traditions de production ainsi que les incidences des événements catastrophiques?
- + Comment assurer de façon raisonnable la sécurité sur des marchés qui sont totalement différents.
- SEUL UNE TRANSPOSITION DES PHENOMENES D'OPTIMUM LOCAUX
  OBSERVES DANS LA NATURE DANS LA GESTION DES MATIERES
  PREMIERE PEUT AMELIORER L'APPROCHE :
- Ceci implique de faire fi des objectifs d'élimination des barrières tarifaires sur les produits agricoles en privilégiant la sécurité
- Ceci implique une révision des réglementations qui ne privilégient pas la croissance des échanges mais optimise en priorité la composante transport.

## LES INVESTISSEMENTS

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



## CULVRE

#### **Projected Plants - All Copper in World (2008)**

Displaying 1 - 77 of 77 records

-13	9 =									
Metal	Plant Type	Regio n	Country	Plant Company	Plant Name	2007	2008	2009	2010	2011
			Congo	Tenke Fungurume	Tenke Fungurum				115	
Copper	SX-EW	Africa	(Zaire)	Mining	e			46 800	000	115 000
Copper	SX-EW	Africa	Congo (Zaire)	Ruashi Mining spri	Ruashi II		20 625	45 000	45 000	45.000
Copper	5X-EW	Africa	Namibia	Deep South Mining	Haib	0	0	0	0	0
Copper	SX-EW	Africa	Zambia	Luanshya Copper Mines	Milyashi	0	0	7 500	57 000	60 000





# LES NEGOTIATIONS COMMERCIALES







SEPTEMBRE /DECEMBRE 2008

## L'URUGUAY ROUND

#### TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### **DATES CLEFS**

- Punta del este : lancement 👉 Sep 86
- + Dec 88 Montréal: point ministériel à mi parcours Geneva: fin du point a mi parcours Apr 89
- Dec 90 Brussels:"closing" du rendez vous ministériel sur un blocage
- Dec 91 Geneva: premier projet de l'accord final
- \*Nov 92 Washington: Les USA et la CEE signent l'accord de "Blair House" sur l'agriculture
- → Jul 93 Tokyo: USA, CEE, JAPON et CANADA s'accordent sur les règles d'accès au marché au sommet du G7
- Dec 93 **Geneva:** fin de la plupart des négociations (quelques négociations subsistent)) + Dec 93
- + Apr 94 Marrakesh: signature de l'accord
- 👉 Jan 95 Geneva: création du WTO, prise d'effet de 1'accord

### L'URUGUAY ROUND

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### **† 1996**

- Maritime services: market access negotiations to end (30 June 1996, suspended to 2000, now part of Doha Development Agenda)
- Services and environment: deadline for working party report (ministerial conference, December 1996 )
- Government procurement of services: negotiations
  start
- **+ 1997**
- + Basic telecoms: negotiations end (15 February)
- + Financial services: negotiations end (30 December)
- Intellectual property, creating a multilateral system of notification and registration of geographical indications for wines: negotiations start, now part of Doha Development Agenda

### CURUGUAY ROUND



- **+ 1998**
- Textiles and clothing: new phase begins 1 January
- Services (emergency safeguards): results of negotiations on emergency safeguards to take effect (by 1 January 1998, deadline now March 2004)
- + Rules of origin: Work programme on harmonization of rules of origin to be completed (20 July 1998)
- Government procurement: further negotiations start, for improving rules and procedures (by end of 1998)
- Dispute settlement: full review of rules and procedures (to start by end of 1998)
- **+1999**
- Tintellectual property: certain exceptions to patentability and protection of plant varieties: review starts

## L'URUGUAY ROUND

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### **+ 2000**

- Agriculture: negotiations start, now part of Doha Development Agenda
- → Services: new round of negotiations start, now part
  of Doha Development Agenda
- Tariff bindings: review of definition of "principle supplier" having negotiating rights under GATT Art 28 on modifying bindings
- † Intellectual property: first of two-yearly reviews
   of the implementation of the agreement
- **+ 2002**
- Textiles and clothing: new phase begins 1 January
- **2005**
- Textiles and clothing: full integration into GATT and agreement expires 1 January







SEPTEMBRE /DECEMBRE 2010





- La Déclaration de novembre 2001 de la quatrième Conférence ministérielle qui s'est tenue à Doha, au Qatar, établit le mandat sur divers thèmes et prescrit d'autres travaux. Parmi ces négociations figurent notamment celles qui ont trait à l'agriculture et aux services, qui ont commencé au début de 2000.
- \*A Doha, les Ministres ont également adopté une décision connexe relative à la mise en œuvre difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement dans la mise en œuvre des accords actuels de l'OMC.
- Le mandat original a maintenant été affiné par les travaux menés à Cancún en 2003, à Genève en 2004 et à Hong Kong en 2005

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



cinquième Conférence ministérielle qui s'est tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003 devait être une réunion destinée à faire le bilan, lors de laquelle les Membres se mettraient d'accord sur la façon d'achever les négociations restantes. Mais la réunion a été gâchée par un désaccord sur des questions relatives à l'agriculture, y compris le coton, et a abouti à une impasse en ce qui concerne les "Questions de Singapour". Pour ce qui est des questions de Singapour et de l'agriculture, de véritables progrès n'ont été visiblement accomplis qu'au petit matin

La sixième Conférence ministérielle de Hong Kong, qui s'est tenue en décembre 2005, a enregistré les progrès réalisés durant l'année et demi écoulée depuis lors. La déclaration finale a scellé un accord sur une série de questions, qui a encore atténué les différences entre les Membres et a fait avancer les négociations vers un consensus. Un nouveau calendrier a été convenu pour 2006 et les Membres ont décidé d'achever les négociations d'ici à la fin de l'année. L'échéance initiale du 1er janvier 2005 aura alors été dépassée



- + A sa réunion des 27 et 28 juillet 2006, le Conseil général a soutenu une recommandation du Directeur général Pascal Lamy visant à suspendre les négociations de Doha.
- + Les avancées des négociations parfois appelée l'ensemble de résultats de juillet 2004 portent sur la prise en compte de:
  - †L'objectif de réforme à long terme de l'Accord sur l'agriculture, qui est d'établir un système de commerce qui soit équitable et axé sur le marché par un programme de réforme fondamentale.
  - L'équilibre final sera trouvé uniquement à la conclusion de ces négociations ultérieures et dans le cadre de l'Engagement unique. Pour arriver à cet équilibre, les modalités à élaborer devront inclure des dispositions effectives d'un point de vue opérationnel et significatives concernant le traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres. L'agriculture a une importance cruciale pour le développement économique
  - La reconnaissance par le Conseil général t l'importance du coton pour un certain nombre de pays et son importance vitale pour les pays en développement, en particulier les PMA. Il sera traité de manière ambitieuse, rapide et spécifique, dans le cadre des négociations sur l'agriculture
  - La cohérence entre les aspects relatifs au commerce et au développement de la question du coton sera recherchée

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### MANDAT DE DOHA

- + Sans préjuger du résultat, les gouvernements Membres s'engagent à mener des négociations globales dont les objectifs sont les suivants:
- + Accès aux marchés: améliorations substantielles
- + Subventions à l'exportation: réduction de toutes les formes de subventions de ce type, en vue de leur élimination progressive (dans le "cadre" du 1er août 2004, les Membres sont convenus d'éliminer les subventions à l'exportation pour une date à négocier)
- \*Soutien interne: réduction substantielle des mesures de soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges (dans le "cadre" du 1er août 2004, les pays développés se sont engagés à réduire de 20 pour cent les subventions internes ayant des effets de distorsion des échanges à compter du premier jour de la mise en œuvre d'un accord au titre du Programme de Doha).

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



#### MANDAT DE DOHA

#### AGRICULTURE

+ La Déclaration prévoit que le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement fera partie intégrante de l'ensemble des négociations et sera incorporé dans les nouveaux engagements ainsi que dans les règles et disciplines nouvelles ou révisées pertinentes, de manière à être effectif dans la pratique, et à permettre aux pays en développement de répondre à leurs besoins, notamment en matière de sécurité alimentaire et de développement rural.

#### SERVICES

- † Les négociations sur les services duraient déjà depuis près de deux ans lorsqu'elles ont été incorporées dans le nouveau programme de Doha.
- L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) demande aux gouvernements Membres d'engager des séries de négociations successives sur des questions spécifiques en vue de libéraliser progressivement le commerce des services. Le premier cycle devait commencer au plus tard au bout de cinq ans à compter de 1995.

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) demande aux gouvernements Membres d'engager des séries de négociations successives sur des questions spécifiques en vue de libéraliser progressivement le commerce des services. Le premier cycle devait commencer au plus tard au bout de cinq ans à compter de 1995.

#### PRODUITS NON AGRICOLES

- Les Ministres sont convenus d'engager des négociations visant à réduire les droits de douane sur tous les produits non agricoles.
- L'objectif est "[de] réduire ou, selon qu'il sera approprié, [d']éliminer les droits de douane, y compris [de] réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement".

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



- Ces négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et des pays les moins avancés en réconnaissent qu'une réciprocité totale n'est pas nécessaire entre ces pays et les autres participants pour ce qui est des engagements de réduction

#### ADPIC ET SANTÉ PUBLIQUE.

- 👉 Dans la Déclaration, les Ministres insistent sur le fait qu'il importe de mettre en œuvre et d'interpréter l'Accord sur les ADPIC d'une manière favorable à la santé publique — en promouvant à la fois l'accès aux médicaments existants et l'élaboration de nouveaux médicaments. Ils se réfèrent à leur déclaration distincte sur ce point.
- Cette déclaration distincte sur les ADPIC et la santé publique est destinée à répondre aux préoccupations concernant les conséquences possibles de l'Accord sur les ADPIC pour l'accès aux médicaments.



- Elle souligne que l'Accord sur les ADPIC n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les gouvernements Membres d'agir pour protéger la santé publique. Elle réaffirme le droit des gouvernements de tirer parti des flexibilités ménagées par l'Accord pour lever les éventuelles réticences qu'ils pourraient avoir.
- LIENS ENTRE COMMERCE ET INVESTISSEMENT (paragraphes 20 à 22) > haut de page
- † Il s'agit d'une "question de Singapour", c'est-à-dire d'une question étudiée par un groupe de travail établi par la Conférence ministérielle de Singapour de 1996.
- Jusqu'à la Conférence ministérielle de 2003, les travaux du groupe de travail doivent être centrés, conformément à la Déclaration, sur la clarification des points suivants: portée et définition des questions; transparence; non-discrimination; façons de préparer des engagements négociés; dispositions relatives au développement; exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements; consultations et règlement des différends. Les engagements négociés suivraient le modèle des engagements souscrits dans le domaine des services, c'est-à-dire que les domaines dans lesquels ils sont pris seraient spécifiés —"listes positives" au lieu de prendre des engagements généraux et d'énumérer les exceptions.

TELECOM & MANANGEMENT S.P.



👉 La Déclaration énonce en outre un certain nombre de principes comme la nécessité de tenir compte de manière équilibrée des intérêts des pays d'origine des investissements étrangers et de ceux des pays d'accueil, le droit des pays de réglementer l'investissement, le développement, l'intérêt général et les circonstances spécifiques de chaque pays. Elle met aussi l'accent sur le soutien et l'assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés et sur la coordination avec d'autres organisations internationales, comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

#### INTERACTION DU COMMERCE ET DE LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

- † Il s'agit d'une autre "question de Singapour", pour laquelle un groupe de travail a été établi en 1996.
- Jusqu'à la Conférence ministérielle de 2003, les travaux du groupe de travail doivent être centrés, conformément à la Déclaration, sur la clarification des points suivants:
- principes fondamentaux, y compris transparence, non-discrimination et équité au plan de la procédure, et dispositions relatives aux ententes injustifiables (ententes créées officiellement)



- modalités d'une coopération volontaire en matière de politique de la concurrence entre les gouvernements Membres de l'OMC
- soutien en faveur du renforcement progressif des institutions chargées de la concurrence dans les pays en développement au moyen du renforcement des capacités
- La Déclaration indique que ces travaux devront tenir pleinement compte des besoins en matière de développement. Elle prévoit une coopération technique et le renforcement des capacités dans des domaines comme l'analyse et l'élaboration des politiques de façon que les pays en développement puissent mieux évaluer les implications d'une coopération multilatérale plus étroite pour divers objectifs de développement. Une coopération avec d'autres organisations comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) est également prévue

## TELECOM & MANANGEMENT S.P. Telecom & Manangement public discongruences de de receptor de se STIC de de receptor de se STIC

#### SOUTIEN INTERNE

- + La Déclaration ministérielle de Doha préconise "des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges".
- + Le traitement spécial et différencié reste une composante faisant partie intégrante du soutien interne.
- † Il y aura un fort élément d'harmonisation dans les réductions opérées par les Membres développés. Plus précisément, les niveaux plus élevés du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges qui est permis seront soumis à des abaissements plus importants.
- Chacun de ces Membres procédera à une réduction substantielle du niveau global de son soutien ayant des effets de distorsion des échanges à partir des niveaux consolidés.
- † Outre cet engagement global, la MGS totale consolidée finale et les niveaux *de minimis* permis seront soumis à des réductions substantielles

## TELECOM & MANANGEMENT S.P. 12 X D V P X STEEL OF THE STE

#### MGS TOTALE CONSOLIDÉE FINALE: UNE FORMULE ÉTAGÉE

- Pour arriver à des réductions ayant un effet harmonisateur:
- + La MGS totale consolidée finale sera réduite substantiellement, à l'aide d'une approche étagée.
- + Les Membres ayant une MGS totale plus élevée procéderont à des réductions plus importantes.
- + Pour empêcher le contournement de l'objectif de l'Accord par des transferts d'un soutien interne inchangé entre différentes catégories de soutien, les MGS par produit seront plafonnées à leurs niveaux moyens respectifs selon une méthodologie à convenir.
- † Les réductions substantielles de la MGS totale consolidée finale entraîneront des réductions d'un certain soutien par produit.
- Les Membres pourront procéder à des réductions supérieures à celles qui découlent de la formule pour obtenir le niveau requis d'abaissement du soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges.

# TELECOM & MANANGEMENT S.P. Peadlissened public decessionerals of a representation of the STC of the

#### DE MINIMIS

Les réductions du *de minimis* seront négociées compte tenu du principe du traitement spécial et différencié. Les pays en développement qui consacrent presque tout le soutien *de minimis* aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées seront exemptés.

Les Membres pourront procéder à des réductions supérieures à celles qui découlent de la formule pour obtenir le niveau requis d'abaissement du soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges.



#### EN GUISE DE SYNTHESE

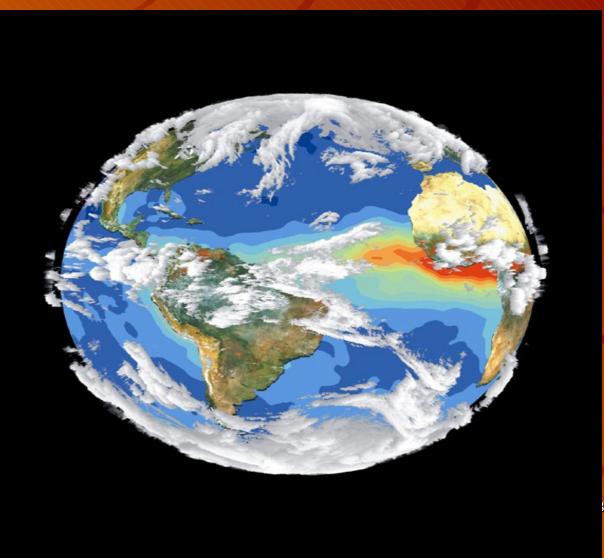
- † Les négociaitions qui ont abouti à un constat d'échec en août dernier à NEW DELHI en raison d'un différent INDE USA sont toutefois poursuivies dans différent domaines.
- Pascal LAMY dont le mandat arrive à expiration envisage toujours de renouveler une convocation, mais ses préoccupations vont maintenant sur les conséquences de la crise financière.
- La complexité et le nombres des negociations entamée fait que le processus de fait conduit à des négociations permanentes et des évolutions à partir de crises successives
- Une démarche plus globale à partir de principes simples et d'adaptation aux événements, permettrait peut être de progresser de manière plus tangible

## LES MULTIPLES INTER









## MERCI POUR VOTRE ATTENTION

